

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCAP**

relatif aux

**Maintenance des relais radio et acquisition de matériels radio pour les
Parcs nationaux de Port-Cros (PNPC) et des Calanques (PNCAL)**

Marché n° 26 003 PC

**Lot n° 1 : maintenance de relais radio sur les sites du Parc national de
Port-Cros et du Parc national des Calanques**

**Lot n° 2 : acquisition de matériels radio et prestations associées pour
les Parcs nationaux de Port-Cros et des Calanques**

1	Caractéristiques générales du marché	4
1.1	Mutualisation du marché.....	4
1.1.1	Définitions.....	4
1.1.2	Contexte	4
1.2	Objet du marché	4
1.3	Forme du marché et références aux articles du Code de la commande publique	4
1.4	Pièces constitutives du marché	5
1.5	Durée du marché	5
1.6	Services utilisateurs.....	5
1.7	Modalités d'exécution des bons de commandes	5
1.8	<i>Achat hors bordereau des prix unitaires / achat sur devis.....</i>	<i>6</i>
1.9	<i>Restrictions au principe d'exclusivité</i>	<i>6</i>
1.10	<i>Clause de réexamen</i>	<i>6</i>
2.	Prestations du marché	6
2.1	Définition et contenu des prestations	6
2.2	Confidentialité.....	7
2.3	Exécution des prestations.....	7
2.3.1	Lieux d'exécution et de livraison	7
2.3.2	Modalités d'exécution	7
2.3.3	Personnel intervenant pour le compte du titulaire	7
2.4	Délai d'exécution.....	7
2.6.1	Admission.....	8
2.6.2	Garanties	8
3	Aspect financier.....	8
3.1	Prix	8
3.1.1	Forme des prix	8
3.1.2	Contenu des prix	8
3.1.3	Variation des prix	9
3.1.4	Détermination du prix de règlement	9
3.1.5	Taxe sur la valeur ajoutée.....	9
3.2	Modalités financières	9
3.2.1	Modalités de règlement.....	9
3.2.2	Avance	11
3.2.3	Cession – nantissement	11
3.2.4	Retenues de garanties.....	11
3.3	Pénalités	11

4 Assurance, différends et litiges	12
4.1 Assurance	12
4.2 Litiges.....	12
4.3 Résiliation du marché.....	12
5 <i>Gestion des attestations légales - HIVEO</i>	12
6 Dérogations	13

1 Caractéristiques générales du marché

1.1 Mutualisation du marché

1.1.1 Définitions

Le marché public peut désigner l'accord-cadre à bons de commande (lot 2).

L'« acheteur » désigne le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, ou son représentant pour chacun des Parcs (Port-Cros et Calanques).

1.1.2 Contexte

Les Parcs nationaux sont des établissements publics.

Les Parcs nationaux de Port-Cros et des Calanques ont décidé de coordonner leurs besoins communs en matière de radiocommunication : maintenance (lot 1) et acquisition (lot 2) en vertu de l'article L.2113-6 et suivant relatifs au groupement de commande.

L'acheteur chargé de la passation des marchés de maintenance et d'acquisition est le Parc national de Port-Cros, représenté par sa Directrice.

L'exécution des marchés, qu'il s'agisse du suivi d'exécution ou de la passation des bons de commande, relève de la signature du Directeur du Parc concerné par le périmètre des relais ou bénéficiaire du bon de commande émis.

1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance de relais radio et l'acquisition de matériels radio pour les Parcs nationaux de Port-Cros (PNPC) et des Calanques (PNCAL).

Lot 1 : maintenance de relais radio sur les sites du PNPC et du PNCAL.

Lot 2 : acquisition de matériels radio et prestations associées (PNPC et PNCAL)

1.3 Forme du marché et références aux articles du Code de la commande publique

Le présent accord-cadre est passé en procédure adaptée, en vertu de l'article R 2123-1 du Code la commande publique (décret 2018-1075 du 3 décembre 2018).

La procédure est allotie en vertu de l'article R.2113-1.

Le lot 1 est un marché ordinaire.

Le lot 2 est un accord-cadre mono attributaire (R.2162-9), à bons de commande (articles R.2162-13 et 14).

Le montant annuel maximal du lot 2 s'élève à :

- 6 000 euros HT pour le PNPC,
- 6 400 euros HT pour le PNCAL.

1.4 Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont des pièces particulières et des pièces générales.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent document, sont réputées connues de l'entreprise.

- L'acte d'engagement (AE) pour chacun des lots ou un acte d'engagement si les deux lots ont le même attributaire, et l'annexe financière « bordereau des prix unitaires » (BPU) pour le lot 2,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux deux lots,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux deux lots,
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de techniques de l'information et de la communication approuvé par arrêté du 31 mars 2021 (JO du 1er avril 2021).
- Le mémoire technique du titulaire propre à chaque lot
- Les éléments de décomposition financière du lot 1 (décomposition du prix global et forfaitaire : DPGF)

1.5 Durée du marché

Le marché est conclu à sa date de notification.

Sa durée est d'un an à compter à compter de la date de notification.

Il est reconductible de manière tacite au plus 3 fois pour la même durée, pour une durée totale maximale de 4 ans.

En cas de non-reconduction, celle-ci fait l'objet d'une décision expresse du PNPC notifiée au titulaire de l'accord-cadre avant la date anniversaire de la notification.

1.6 Services utilisateurs

Le service utilisateur est le service Système d'information pour le PNPC et la Mission Police de l'Environnement pour le PNCAL.

1.7 Modalités d'exécution des bons de commandes

Le lot 2 est un accord-cadre à bons de commande passés sur la base du bordereau des prix unitaires.

Ils sont émis par le PNPC et le PNCAL au fur et à mesure des besoins pendant la durée de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être adressés par courriel et jusqu'au dernier jour de validité du marché, avec accusé de réception du titulaire par le même moyen.

Le bon de commande précise la référence de l'accord-cadre et son numéro de lot, le Parc concerné, le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande, la désignation des matériels ou des prestations, la date et le lieu de livraison souhaités.

Observation sur les bons de commande :

Si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande, qui lui est notifié, appelle des observations de sa part, il doit en faire part au PNPC, dans un délai de deux (2) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

1.8 Achat hors bordereau des prix unitaires / achat sur devis

Concernant le lot 1, la maintenance corrective des relais radio et matériels de radiocommunication portables ne comprend pas le remplacement du matériel qui fait alors l'objet d'une commande sur le lot 2.

Concernant le lot 2, en cas besoin exceptionnel, les prestations et les matériels non prévus au BPU peuvent être commandés sur le catalogue ou barème du titulaire, ou devis, à la condition expresse de concerner l'objet du marché. Ce matériel (et les prestations associées) est destiné à compléter le parc de matériels radio ou à remplacer un de ses éléments.

1.9 Restrictions au principe d'exclusivité

S'il paraît impossible au titulaire de respecter la date d'exécution ou de livraison maximale exigée, ou s'il est dans l'impossibilité technique de fournir le produit demandé dans le cas d'une commande hors BPU, il est tenu d'en avertir l'acheteur.

Dans ce cas, l'acheteur peut alors de plein droit s'adresser à une autre entreprise pour faire exécuter les prestations ou commander le matériel demandé.

1.10 Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, à condition que les modifications soient prévues sous la forme de clauses de réexamen.

Ainsi, dans le cas d'une avarie d'un relais radio qui implique des prestations de maintenance corrective ou la nécessité d'installer un nouveau relais radio afin d'étendre le périmètre de couverture, le titulaire du ou des lots visés (en fonction des capacités requises prestations et/ou fournitures), un avenant est établi.

Il est à noter cependant que toutes ces prestations supplémentaires ne peuvent être effectuées qu'après proposition du titulaire et validation de l'acheteur.

De plus, l'acheteur veille à ce que le montant induit par ces prestations supplémentaires soit cohérent avec les prix proposés dans le marché initial ; il peut au besoin demander au titulaire de revoir son prix, le périmètre de la modification nécessaire ou refuser cette modification.

2. Prestations du marché

2.1 Définition et contenu des prestations

Le périmètre des travaux et ses modalités techniques d'exécution figurent au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.2 Confidentialité

Le personnel intervenant pour le compte du titulaire de l'accord cadre est placé sous sa

responsabilité et astreint au secret professionnel.

2.3 Exécution des prestations

2.3.1 Lieux d'exécution et de livraison

Les lieux d'exécution des prestations sont précisés à l'article 1.3 du CCTP.

Les lieux de livraisons du matériel sont précisés sur les bons de commande en fonction du besoin.

- Pour le Parc national de Port-Cros :

181 allée du Castel Sainte Claire, 83 400 Hyères

Nota : les camions qui effectuent les livraisons au siège du PNPC doivent avoir un gabarit maximal de 3,5 T pour accéder au lieu de déchargement.

- Pour le Parc national des Calanques :

Siège des secteurs territoriaux : bâtiment A4, impasse Paradou, 13009 Marseille.

Les livraisons sont effectuées les jours ouvrés, du lundi au vendredi de 8 heures à 17 heures.

Il est néanmoins demandé d'appeler le représentant du PNPC ou du PNCAL qui a effectué la commande pour assurer la réception.

2.3.2 Modalités d'exécution

Le titulaire s'engage à exécuter des prestations et/ou livrer des matériels rigoureusement conformes aux spécifications du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des charges techniques particulières commun aux deux lots.

Il s'engage à assurer la qualité et le suivi des prestations pendant toute la durée du marché et garantit un suivi particulier du client.

2.3.3 Personnel intervenant pour le compte du titulaire

L'entreprise doit remettre au représentant de l'acheteur la liste des personnels qui interviennent dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à assurer la qualité et le suivi des prestations pendant toute la durée d'exécution du marché.

2.4 Délai d'exécution

Concernant le lot 1, les prestations sont exécutées conformément aux échéances précisées à l'article 1.4.1 du CCTP.

Concernant le lot 2, les livraisons et prestations liées doivent être exécutées au plus tard dans les délais fixés dans les bons de commande. Le délai moyen attendu est de 3 semaines, soit 15 jours ouvrés.

Ces délais sont comptés en jours ouvrés du lundi au vendredi et courent à compter de 0 heure le

lendemain de la réception de la demande.

A titre exceptionnel, une prolongation de délai peut toutefois être accordée par décision expresse de l'acheteur.

Le dépassement à plusieurs reprises de ce délai entraîne la résiliation du marché auprès du titulaire défaillant dans les conditions fixées au paragraphe 4.3 du présent CCAP.

2.6.1 Admission

L'admission des prestations est effectuée après vérification conformément aux articles 29 à 34 du CCAG / TIC.

2.6.2 Garanties

Le délai de garantie des matériels court à compter de la date d'effet de leur admission.

Documents fournis

Lot 1 : rapport de visite de maintenance préventive et corrective

Lot 2 : notice technique et garantie du matériel.

3 Aspect financier

3.1 Prix

3.1.1 Forme des prix

Les prix sont forfaitaires pour les prestations de maintenances préventive et corrective du lot 1.

Les prix sont unitaires pour l'acquisition du matériel et l'exécution des prestations listés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot 2.

Les prix unitaires sont révisables conformément aux modalités énoncées à l'article 3.1.3 du présent CCAP. Ils sont établis en euros hors taxe aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

Les prix des commandes hors BPU et/ou sur devis sont fermes.

3.1.2 Contenu des prix

Pour les prestations de maintenance du lot 1, les prix des prestations sont des prix « tout compris » qui englobent notamment la fourniture du matériel, la pose, la dépose et le raccordement, les déplacements et les contraintes temporelles d'accès aux îles particulièrement, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, le suivi, etc.

Concernant les prix d'acquisition du matériel du lot 2, les prix sont des prix « tout compris » qui englobent notamment le paramétrage des postes et des fréquences, la livraison, etc.

Les prestations objet du lot 2 englobent notamment la fourniture du matériel nécessaire à

l'installation et au paramétrage, marges pour risque et les marges bénéficiaires, le suivi, etc.

3.1.3 Variation des prix

Les prix forfaitaires et unitaires (BPU) sont révisés annuellement au 1^{er} jour du mois de notification du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_o * (I/I_o)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P_o = prix initial

I = dernier indice mensuel définitif connu au mois précédant celui de la révision

I_o = valeur de l'indice du mois de fixation du prix dans l'offre

L'indice utilisé est l'indice disponible sur le site de l'INSEE : prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26.30 – équipements de communication - identifiant 010764220

[Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26.30 – Équipements de communication | Insee](#)

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision est calculée avec les valeurs définitives des indices.

Lorsqu'une série est arrêtée, la série équivalente utilisée pour le calcul de la révision des prix est celle proposée l'INSEE.

L'application de la révision des prix est à la charge du titulaire, qui doit y procéder conformément aux stipulations du marché lors de l'établissement de la facturation.

3.1.4 Détermination du prix de règlement

En dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG / TIC, les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande.

3.1.5 Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée au taux légal connu lors de l'exécution des prestations. Dans le cas de variation de la taxe sur la valeur ajoutée, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

3.2 Modalités financières

3.2.1 Modalités de règlement

Facturation

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture, laquelle n'est pas réclamée au titulaire. La facture est émise après service fait.

Le montant facturé est celui établi à la date de la commande.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes : dates, références (numéro et désignation du marché, numéro de lot, numéro du bon de commande), numéro d'engagement juridique (EJ) du marché ou du bon de commande, et la désignation des prestations exécutées ou les fournitures livrées ainsi que la période concernée, sous peine de rejet.

Elle est libellée à l'adresse suivante :

Office français de la Biodiversité - Pôle de Montpellier – Parc national de Port-Cros **ou**
Parc national des Calanques (selon établissement à l'origine de la commande)
Immeuble Le Tabella
125, Impasse Adam Smith
34470 PEROLS

Les **factures** sont transmises uniquement par **voie dématérialisée** via le portail **Chorus Pro en indiquant** le n° de l'accord-cadre et le numéro d'engagement juridique et le :

- **n° de SIRET 18830005700109 et le service : MARCHES**, pour le PNPC

OU

- **n° de SIRET 13001679300023** pour le PNCAL

Périodicité des paiements

Le paiement intervient après service fait sur présentation de la facture établie par le titulaire.

- Maintenances préventive et corrective (lot 1) : le forfait de maintenance est payé trimestriellement à terme échu (synchronisé calendaire au 31 mars, 30 juin, 30 septembre, 31 décembre) à compter de la date de notification. En cas de trimestre incomplet, la période est facturée au prorata temporis, chaque mois étant réputé de 30 jours.
- En cas d'affermissement de la tranche optionnelle 1 (lot 1), le montant forfaitaire de maintenance annuelle fait l'objet d'une plus-value pour le relais radio de Porquerolles, telle que prévue à l'acte d'engagement.

L'année du transfert de ce relais, le montant de cette plus-value annuelle est réglé au prorata temporis à compter du mois suivant son installation.

La plus-value est ensuite réglée annuellement selon les modalités prévues au premier point.

- En cas d'affermissement de la tranche optionnelle 2 (lot 1) : le forfait de maintenance pour les radios relais du PNCAL est payé trimestriellement comme indiqué au premier point ci-dessus.
- Tranche optionnelle 1 : en cas d'affermissement de la dite-tranche, après exécution de la prestation de dépose, transfert et pose du relais radio, paiement du forfait correspondant.
- Acquisition du matériel et prestations liées sur bons de commande (lot 2) : après livraison du matériel et/ou exécution de la prestation par le titulaire.

Paiements

Le paiement intervient après service fait sur présentation de la facture établie par le titulaire. Le service fait est subordonné à la remise effective des documents imprimés à l'adresse mentionnée au bon de commande.

La monnaie de l'accord cadre et des marchés subséquents est l'euro.

Les PN procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la

réception de la facture.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.2.2 Avance

Sans objet

3.2.3 Cession – nantissement

L'exemplaire unique nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique selon les conditions définies aux articles R 2191 - 45 à 47 du décret 2018-1075 du 03/12/2018 pris en application de l'ordonnance 2018-1074 du 26/11/2018.

Les certificats de cessibilité sont adressés au comptable assignataire des paiements :

Monsieur DEVAUD
Office français de la Biodiversité - Pôle de Montpellier
Immeuble Le Tabella
125, Impasse Adam Smith
34470 PEROLS

3.2.4 Retenues de garanties

Sans objet.

3.3 Pénalités

Concernant les prestations de maintenance (lot 1), les pénalités appliquées sont conformes au CCAG/TIC.

Concernant l'acquisition et les prestations sur bons de commande (lot 2), et en dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC, le non-respect des délais de livraison ou d'exécution indiqués dans le bon de commande, il est fait application de pénalités d'un montant de 50 € HT par jour calendaires de retard. Ces pénalités (montant non soumis à la TVA) viennent en déduction des sommes dues au titulaire.

Les pénalités sont plafonnées à 10 % conformément au CCAG/TIC.

En dérogation à l'article 1.1.3 du CCAG/TIC, les pénalités sont appliquées quel que soit leur montant.

4 Assurance, différends et litiges

4.1 Assurance

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il peut être tenu pour responsable du fait de son activité et justifier d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de l'ouvrage.

4.2 Litiges

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Toulon ou de Marseille selon les lois et les règlements en vigueur en France.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

4.3 Résiliation du marché

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnités, le titulaire du marché, en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations prévues ou de non-respect des plannings. L'éviction du titulaire peut intervenir après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

5 Gestion des attestations légales - HIVEO

Afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – www.hiveo.fr), pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au Donneur d'ordre (l'acheteur). Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

En cas d'abonnement à la plateforme Attestation Légale, le dossier du titulaire est automatiquement synchronisé sur la solution HIVEO. Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif pendant toute la durée du présent marché. Il s'engage en outre à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs pendant toute la durée du marché.

Dans les 7 jours qui suivent la notification du marché, il doit créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve à l'acheteur sur simple demande. Le compte doit être maintenu actif pendant toute la durée du présent marché.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO pendant toute la durée du marché. Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le donneur d'ordre se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le donneur d'ordre se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues au marché en matière de résiliation.

Le fournisseur s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

6 Dérogations

Articles du CCAP	Articles du CCAG	Points dérogés
2.4	3.2.2	Délai en jours ouvrés au lieu de calendaires
3.1.4	10.2.2	Prix de règlement à la date de la commande et non à la date de la livraison
3.3	19.2 et 19.2.1	Montant et application des pénalités